

**La Cavalerie, le 7 janvier 2025  
N° 500228 ARM/6BLB/13DBLE/EM/NP**

**NOTE**

**ANNULE ET REMPLACE LA N°500583 DU 31 /03/2022**

**OBJET** : Plan de prévention des risques pyrotechniques résiduel sur le camp du Centre d'Entrainement e d'Instruction au Tir Opérationnel.

**RÉFÉRENCES** : a) Lettre n°506415/ARM/EMAT/PS/BPMR/NP du 20/06/2018 ;

**ANNEXES** :

Le risque pyrotechnique résiduel est le risque lié à la présence, en surface ou de manière affleurant, de munitions (principalement des résidus de tirs). Ce risque est plus ou moins important selon le type d'activité que mène le personnel amené à évoluer dans les zones concernées, et les matériels qu'il utilise.

Cette note vise à établir une cartographie des zones à risque afin de prévenir et de sensibiliser les différents usagers internes ou externes du camp du Centre d'Entrainement et d'Instruction au Tir Opérationnel (CEITO).

En conséquence :

- cette note sera intégrée au document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) de la 13<sup>ème</sup> Demi-Brigade de Légion Etrangère ;
- lors des interventions des entreprises extérieures, le plan de prévention élaboré devra obligatoirement prendre en compte le risque pyrotechnique ; - l'inspection commune préalable sur le terrain est obligatoire ;
- le risque pyrotechnique sera systématiquement intégré dans les AOT ou conventions diverses.

L'officier de tir en liaison avec le chargé de prévention de la 13<sup>ème</sup> Demi-Brigade de Légion Etrangère est responsable de l'application de ces mesures.

Lieutenant-colonel Stéphane CASTILLO  
Commandant en second de la  
13<sup>ème</sup> Demi-Brigade de Légion Etrangère



# Sommaire

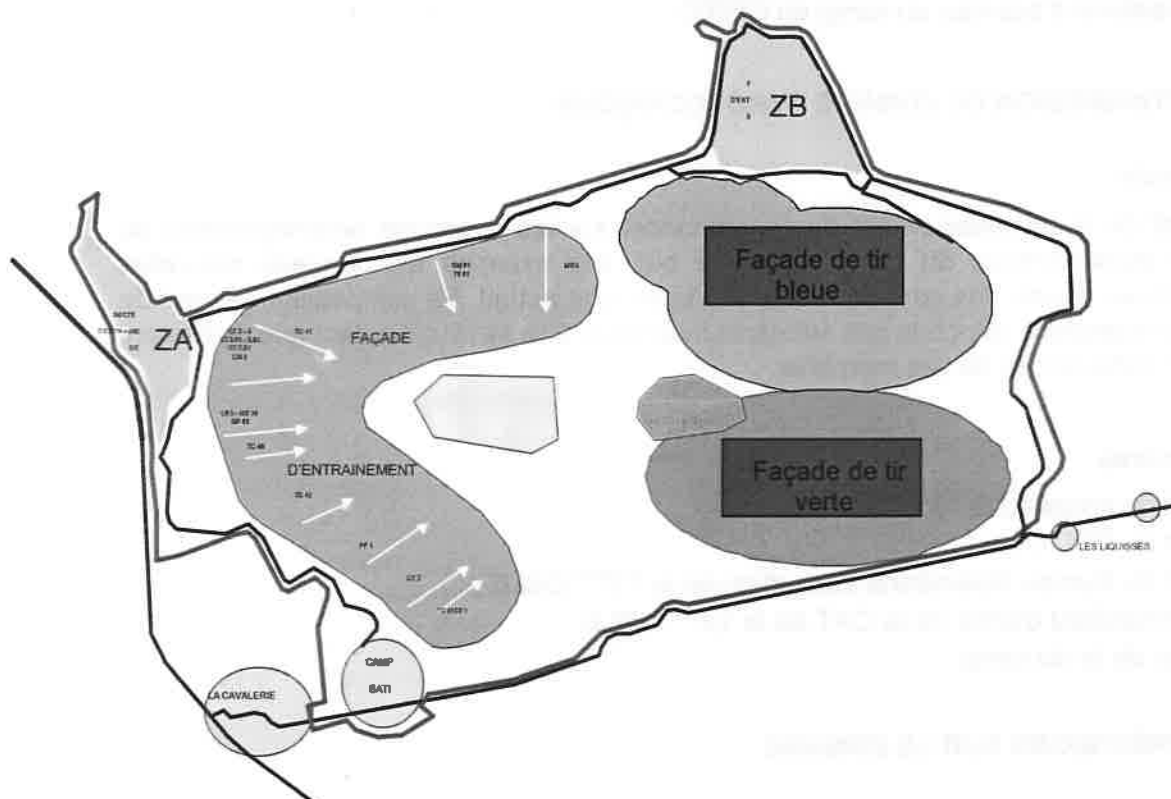
<b>Generalites sur le risque pyrotechnique dans le camp du ceito .....</b>	<b>3</b>
<b>1. Evaluation du risque .....</b>	<b>3</b>
<b>2. Enjeux .....</b>	<b>4</b>
<b>3. Exploitation du zonage .....</b>	<b>4</b>
<b>4. Commission de zonage pyrotechnique .....</b>	<b>4</b>
4.1 Objectif .....	4
4.2 Membres .....	4
<b>5. Précisions sur le zonage .....</b>	<b>4</b>
5.1 Généralités .....	4
<b>6. Définition des différents acteurs intervenant sur le camp du CEITO .....</b>	<b>6</b>
6.1 Main d'œuvre Militaire .....	6
6.2 Intervenants civils .....	6
<b>7. Information des utilisateurs .....</b>	<b>7</b>
7.1 Généralités .....	7
7.2 La commission locale annuelle de prévention et information (CLAPI) .....	7
<b>8. Marquage du zonage .....</b>	<b>7</b>
8.1 Généralités .....	7 8.2.
Mise en œuvre sur le camp du CEITO .....	7
<b>9. L'emploi du feu sur le camp du CEITO .....</b>	<b>8</b>
9.1 Généralités .....	8
9.2 Cas du brûlage dirigé.....	8
9.3 Cas du feu tactique .....	8
<b>10. Cas de l'intervention des pft (pompiers des forces terrestre) en zone rouge .....</b>	<b>9</b>
10.1 Objectif .....	9 10.2.
Mise en œuvre .....	9
<b>ANNEXE I .....</b>	<b>10</b>
<b>ANNEXE II .....</b>	<b>11</b>
.....	17
<b>ANNEXE III .....</b>	<b>17</b>
<b>ANNEXE IV .....</b>	<b>18</b>
<b>LISTE DE DIFFUSION .....</b>	<b>19</b>

## GENERALITES SUR LE RISQUE PYROTECHNIQUE DANS LE CAMP DU CEITO

Le camp du CEITO est un espace d'entraînement de niveau 2 destiné à contrôler les unités au tir opérationnel.

Le camp du CEITO est organiquement subordonné au chef de corps de la 13<sup>ème</sup> DBLE et placé sous l'autorité fonctionnelle du COMmandement de l'Entraînement de Combat InterArmes (COMECIA).

Le camp du CEITO compte 47 infrastructures de champ de tir. Les champs de tir qui les composent, permettent de réaliser du ALI, mortier de 81 et 120 mm d'exercice ou réel, du tir roquette AT4CS et NG et du tir à partir d'engin jusqu'au 25mm.



### 1. ÉVALUATION DU RISQUE

Le risque pyrotechnique résiduel (RPR) sur le camp du CEITO a été évalué sur deux volets :

- l'évaluation du RPR historique :

- la 13<sup>ème</sup> DBLE dispose de données historiques précises ;
- les zones comprenant les anciens réceptacles de tir ont été prises en compte.

- l'évaluation du RPR contemporain, basée sur les régimes de champs de tir en vigueur, en considérant le type de munitions employées ainsi que les différentes zones afférentes (zones d'impacts et périphériques).

Ce travail d'évaluation a permis à la 13<sup>ème</sup> DBLE de dégager deux enjeux majeurs :

- la nécessité de réévaluation annuelle du plan, afin de prendre en compte, l'évolution possible des régimes et également l'évaluation historique une fois achevée ;
- la nécessité d'établir une cartographie précise du zonage, avec la capacité d'emblée de pouvoir définir très précisément le contour de chaque zone. Le but étant d'une part, de

proposer à chaque utilisateur du camp une cartographie « sans ambiguïté » et d'autre part, de permettre au commandement d'autoriser les activités de manœuvre et de tir.

## 2. ENJEUX

Ce plan vise à définir les activités pouvant être conduites en fonction du zonage, tout en permettant la simplification du processus décisionnel.

## 3. EXPLOITATION DU ZONAGE

La commission de zonage pyrotechnique évalue et propose pour validation à la commission d'approbation zonale les éventuelles modifications cartographiques et d'autorisations d'activités du camp du CEITO.

## 4. COMMISSION DE ZONAGE PYROTECHNIQUE

### 4.1 Objectif

L'objectif de la commission est de se prononcer sur les éventuels aménagements du zonage pyrotechnique du camp. Dans ce but, elle examine les données nouvelles susceptibles d'avoir des conséquences sur le zonage actuel. Sa composition permet de mener une analyse complète des éléments nouveaux. Elle se réunit autant que de besoin, sur demande de l'un de ses membres.

### 4.2 Membres

- le chef de corps de la 13<sup>ème</sup> DBLE ;
- le chef du CEITO ;
- le chef du Bureau Opérations Instruction de la 13<sup>ème</sup> DBLE ;
- le commandant d'unité de la CAT de la 13<sup>ème</sup> DBLE ;
- l'officier de tir du camp

## 5. PRÉCISIONS SUR LE ZONAGE

### 5.1 Généralités

Lié à l'analyse du RPR, le zonage d'un camp est le fruit d'une analyse locale de risque qui se concentre en priorité sur le risque rencontré en surface, puis sur celui présent en profondeur.

Les principes de cartographie du risque pyrotechnique résiduel se matérialisent par 4 typologies différentes de pollution, intégrant à la fois le risque contemporain et le risque historique, représentés par les zones de couleurs suivantes :

- **Zone rouge** : présence avérée d'une pollution pyrotechnique résiduelle de surface ;
- **Zone orange** : présence supposée d'une pollution pyrotechnique résiduelle de surface ;
- **Zone jaune** : zone de pollution historique enfouie, réelle ou supposée, et susceptible de remonter en surface. Le rythme des découvertes fortuites de munitions historiques dans cette zone, tout comme le résultat d'éventuelles opérations de détection et/ou de dépollution, peuvent motiver l'actualisation du zonage ;
- **La zone verte** : absence présumée d'une pollution pyrotechnique résiduelle tant en surface qu'en profondeur. Le zonage vert ne signifie pas qu'il n'existe aucune pollution pyrotechnique mais que la qualité et la quantité d'informations

disponibles permettent d'envisager toute présence de munition en surface comme très peu probable.

**Les campagnes de désobusage ont lieu tous les deux ans sur les réceptacles mortier, la zone des objectifs de MS10 et la zone des objectifs de MS1-2. La dernière campagne a été effectuée en juillet 2022.**

Par conséquent :

- Les zones vertes et jaunes sont réputées faiblement polluées mais il est cependant toujours possible d'y découvrir une munition soit ancienne, soit ramenée et « oubliée ».
- La zone orange est réputée moyennement polluée et de nombreuses munitions peuvent ressurgir avec le temps. Les munitions sont de tailles moyennes, peuvent être enfouies, anciennes et instables car travaillées par la rouille. Ces munitions peuvent aller du plus petit calibre 30mm jusqu'au 120mm. Il n'a jamais été fait état de munitions supérieures à ce calibre.

## **6. DÉFINITION DES DIFFÉRENTS ACTEURS INTERVENANT SUR LE CAMP DU CEITO**

Tous les utilisateurs du camp du CEITO doivent appliquer le PPRPR. Toutefois, les règles diffèrent selon le type d'utilisateur. Les unités militaires qui manœuvrent et la main d'œuvre militaire (MOM) qui réalise des travaux dans le camp doivent appliquer les règles décrites dans l'Annexe I.

Les intervenants civils qui mènent une activité dans le camp doivent appliquer les règles décrites dans un tableau référentiel d'autorisation d'activité similaire à celui de l'Annexe I mais adapté en fonction de leur activités (travaux agressifs pour le sol, travaux forestiers de surface etc...) et y sera mis aussi en tant qu'Annexe I bis mais, après celui concernant la MOM.

Pour établir le référentiel d'autorisation d'activités et le guide des usagers, plusieurs critères ont été employés :

- historique de l'emploi du camp du CEITO;
- fréquence des découvertes d'engins explosifs ;
- document unique d'évaluation des risques professionnels

### **6.1. Main d'œuvre Militaire**

La main d'œuvre militaire est constituée par le personnel militaire et le personnel civil de la défense désigné pour effectuer des travaux dans le camp. Ces travaux peuvent consister à :

- créer ou entretenir des infrastructures ;
- maintenir à une faible hauteur la végétation dans les zones de tir et leurs abords ;
- créer ou entretenir des installations de défense des forêts contre l'incendie (DFCI) comme les pistes d'accès et de lutte contre l'incendie ou certains pare-feux dans la limite des prescriptions fixées par le plan DFCI départemental.

Au CEITO la MOM est constituée par le personnel civil et militaire de la Compagnie Appui Travaux, elle se compose de deux catégories de personnel : - 60 % de personnels militaires (MOM) du domaine GENIE travaux ; - 40% de personnels civils de la défense.

Pour réaliser ses travaux, la MOM applique les règles décrites en Annexe I.

## 6.2. Intervenants civils

Les intervenants civils sont toutes les entreprises extérieures (EE) mandatées pour exécuter une ou des prestations au profit de l'organisme. Aussi conformément à la note N°502510/ARM/6BLB/13DBLE/EM/BPREV/NC concernant la gestion et les conditions d'accès des entreprises extérieures au sein de la 13DBLE, dès qu'une entreprise est sollicitée, le bureau prévention doit être informé afin d'éditer un plan de prévention. L'entreprise extérieure prendra rendez-vous avec le bureau prévention afin de faire une inspection commune préalable (ICP) avant travaux.

Le risque pyrotechnique résiduel n'étant pas négligeable sur le camp d'entraînement un plan de prévention des risques pyrotechniques résiduels est alors annexé au plan de prévention traditionnel. Ce document de prévention (en ANNEXE II) contient les informations suivantes :

- Guide à l'attention des usagers du camp, qu'ils soient civils ou ressortissants du MINARM,
- Une cartographie des zonages de risques (de vert à rouge),
- Un mémo de conduite à tenir en cas de découverte d'engin pyrotechnique,
- Une fiche d'intervention qui détaillera l'opération de maintenance en précisant les points suivants :
  - Nature de l'intervention ;
  - Zonage pyrotechnique ;
  - Analyse des risques (routiers, explosion, ...) ;
  - Consignes particulières liées à l'activité de l'organisme ;
  - Accords des parties ;
  - Signatures du représentant du camp (EU) et représentant de la société prestataire de services (EE).

Une fois l'ensemble des documents de prévention signés par les différentes parties, l'opération de maintenance ou réparation peut débuter.

## 7. INFORMATION DES UTILISATEURS

### 7.1. Généralités

Le risque pyrotechnique résiduel sur le camp du CEITO étant avéré et à la vue des surfaces considérées, chaque utilisateur du camp doit être informé du zonage proposé. A ce titre, les unités en manœuvre ont à leur disposition le zonage pyrotechnique du camp ainsi que les tableaux d'autorisation d'activité en annexe sur le guide de l'utilisateur.

Les chefs de détachement ou responsables d'activité doivent passer quotidiennement au PC TIR pour prendre connaissance des consignes particulières de sécurité liées à chaque activité ou tir.

### 7.2 La commission locale annuelle de prévention et information (CLAPI)

La CLAPI réalisée sur le camp du CEITO avec une périodicité semestrielle a pour but d'informer au plus tôt les partenaires du camp sur les éventuelles modifications, travaux ou aménagements susceptibles d'être réalisés en cours d'année. Cette commission se déroulera tous les semestres de chaque année calendaire et sera formalisée via un procès-verbal propre à cette commission.

## 8. MARQUAGE DU ZONAGE

## 8.1. Généralités

Afin d'informer les utilisateurs du camp du CEITO de la localisation des différentes zones et en application du PPRPR, un balisage des zones présentant un risque pyrotechnique est mis en place. L'accès aux zones classées rouges et orange doit faire l'objet d'un marquage au moyen de panneaux de couleurs identiques à la zone (rouge ou orange). La signification de ce zonage est en outre rappelée sur le guide de l'utilisateur.

## 8.2. Mise en œuvre sur le camp du CEITO

Les zones orange ne font l'objet d'aucun balisage dans le camp. Seules les zones rouges sont balisées dans le camp par un panneau. Des photos du balisage/placardage pourront être retrouvées en ANNEXE IV.

# 9. L'EMPLOI DU FEU SUR LE CAMP DU CEITO

## 9.1. Généralités

L'emploi maîtrisé du feu sur le camp du CEITO est envisagé dans deux cas de figure :

- le brûlage dirigé à but préventif, qui permet l'entretien et la création de pare-feu ainsi que la réouverture des espaces ;
- le feu tactique à but curatif, qui est une méthode de lutte contre les feux de forêt complémentaire des actions de lutte traditionnelles.

Le feu est par nature une activité agressive pouvant présenter un risque pyrotechnique. Les mesures à appliquer pour maîtriser ce risque sont décrites dans les paragraphes suivants.

## 9.2. Cas du brûlage dirigé

Le brûlage dirigé sur le camp du CEITO est autorisé sous couvert de validation par le chef de corps de la 13<sup>ème</sup> DBLE après proposition et avis technique de l'OSPCI de l'EMZD de MARSEILLE. Une convention a été réalisée avec le SDIS 12 de MILLAU afin de réaliser des brûlages dirigés en zones Vertes uniquement.

Réalisable uniquement dans les zones vertes, il a pour vocation de :

- ré-ouvrir des espaces ;
- participer à l'entretien DFCI. Il devra être réalisé :
- par du personnel qualifié brûlage dirigé ;
- sous couvert d'un chef de chantier de brûlage dirigé ;
- par du personnel issu des PFT, SDIS ;
- avec l'appui de un ou plusieurs CCF (camion-citerne feux de forêt) ;
- avec la présence sur le site d'un moyen d'évacuation PFT, ou SDIS et armé de deux pax a minima qualifiés PSE1 et 2.

## 9.3. Cas du feu tactique

Le feu tactique, réalisable sur l'ensemble des zones, est le pendant du brûlage dirigé dans le cadre de la lutte contre un feu sur le camp. Son but principal est de limiter la propagation et la durée des feux sur les espaces inaccessibles. Il limite l'impact environnemental, la durée et favorise de fait la reprise de l'activité.

Dans le cadre de la convention citée supra, ce type de feu, proposé par l'officier responsable de la défense de la forêt contre l'incendie de la 13e DBLE et du camp de CEITO et validé uniquement par le chef de corps, pourra être conduit quel que soit le zonage concerné avec :

- une mise en œuvre sous couvert d'un cadre qualifié feu tactique (PFT, SDIS ou RIISC) ;
- l'emploi au strict nécessaire de personnel qualifié brûlage dirigé ;
- l'interdiction à tous véhicules de pénétrer dans la zone d'allumage ; - un allumage effectué en priorité en bordure extérieure de réceptacle le cas échéant ;
- la nécessité d'effectuer un contrôle visuel préalable de la zone d'allumage ; - la prise en compte du risque pyrotechnique avéré (zones rouge et orange) qui impose de limiter au strict nécessaire l'exposition dans le temps des intervenants.

## **10. CAS DE L'INTERVENTION DES PFT (POMPIERS DES FORCES TERRESTRE) EN ZONE ROUGE**

### **10.1. Objectif**

Ce type d'action, a pour objectif principal de limiter la gêne occasionnée par l'incendie, sur la manœuvre et le tir.

### **10.2. Mise en œuvre**

Ces interventions particulières devront :

- être autorisées par le chef de corps, sur avis technique de l'officier responsable de la défense de la forêt contre l'incendie de la 13e DBLE et du camp du CEITO ; - se dérouler sur un terrain permettant un contrôle visuel aisé ;
- proscrire l'utilisation des engins de lutte (camion-citerne) sur la zone rouge concernée



# ANNEXE I

Référentiel d'autorisation d'activités sur les différentes zones du camp du CEETO en fonction du risque pyrotechnique

Toute personne ou groupe accédant au terrain militaire, qu'elle que soit la zone concernée et quel que soit le motif, doit bénéficier d'une information préalable sur le risque pyrotechnique résiduel.

## ZONES (hors camp bâti)

		<b>Zone Rouge</b> (présence avérée d'une pollution pyrotechnique résiduelle de surface)	<b>Zone Orange</b> (présence présumée (ou présomption) d'une pollution pyrotechnique résiduelle de surface)	<b>Zone Jaune</b> zone de pollution historique enfouie, réelle ou supposée et susceptible de remonter en surface	<b>Zone Verte</b> absence présumée d'une pollution pyrotechnique résiduelle tant en surface qu'en profondeur
ACTIVITES	Préparation opérationnelle	préparation opérationnelle / manœuvres en surface	Restreinte <sup>(1)</sup> (soumise à évacuation de risque locale, approbation du bureau sécurité tir après levée de doute et désobusage éventuel)	Oui	Oui
		Préparation opérationnelle avec interactions sur le sol en profondeur (ex : excavation enjin du génie)	Restreinte <sup>(1)</sup> (soumise à évacuation de risque locale, approbation du bureau sécurité tir après levée de doute et désobusage éventuel)	Restreinte <sup>(1)</sup> (soumise à évacuation de risque locale, approbation du bureau sécurité tir après levée de doute et désobusage éventuel)	Oui
		Préparation opérationnelle (Tir)	Réglementée <sup>(2)</sup> PIA 207	Oui	Oui
	Maintenance en condition	Entretien sommaire naturel et forestier des zones de manœuvres et de tir (débranchement, etc.) et (DFC) (entretien piste, pare-feu, etc.)	Restreint <sup>(1)</sup> (après désobusage)	Oui, soumis à l'évaluation de risque locale, approbation du bureau sécurité tir après levée de doute	Oui
		Désobusage	Réglementée <sup>(1)</sup> (INS 1642 et directive SIMu)	Sans objet	Sans objet
		Brûlages dirigés	Réglementés <sup>(2)</sup> (en aval d'un désobusage)	Oui	Oui
AUTRES	Aménagements sommaires par DEE	Aménagements de surface	Restreint <sup>(1)</sup> au cas par cas : (soumis à l'évaluation de risque locale, approbation du bureau sécurité tir après levée de doute avec désobusage éventuel)	Oui	Oui
		Aménagements de fluide profond	Restreint <sup>(1)</sup> au cas par cas : (soumis à l'évaluation de risque locale, approbation du bureau sécurité tir après levée de doute avec désobusage éventuel)	Restreint <sup>(1)</sup> au cas par cas : (soumis à l'évaluation de risque locale, approbation du bureau sécurité tir après levée de doute avec désobusage éventuel)	Oui
		Circulation sur voirie, piste	Restreinte <sup>(1)</sup> sur autorisation du bureau sécurité tir	Oui	Oui
	Circulation	Circulation hors piste	Restreinte <sup>(1)</sup> sur autorisation du bureau sécurité tir	Oui	Oui
		Lutte contre l'incendie (POMFORTER et SDIS)	Restreinte <sup>(1)</sup> au DEE	Oui	Oui
	Divers	Retrait de carcasses cibles	Réglementée <sup>(2)</sup> , au cas par cas : (soumis à l'évaluation de risque locale, approbation du bureau sécurité tir après levée de doute avec désobusage éventuel)	Réglementée <sup>(2)</sup> , au cas par cas : (soumis à l'évaluation de risque locale, approbation du bureau sécurité tir après levée de doute)	Sans objet
		Activités civiles et commerciales de surface	Restreintes <sup>(1)</sup> , au cas par cas : (soumis à l'évaluation de risque locale, approbation du bureau sécurité tir après levée de doute avec désobusage éventuel)	Restreintes <sup>(1)</sup> , au cas par cas : (soumis à l'évaluation de risque locale, approbation du bureau sécurité tir après levée de doute)	Oui

Restreint(e) : après analyse de risque, sur autorisation du chef de corps et dans les conditions fixées par le plan local du risque pyrotechnique résiduel (après désobusage ou intervention sur un feu naissant par une piste spécifique, par exemple). Cette autorisation peut être uniquement ponctuelle. Elle est délivrée via une note signée du chef de corps. Réglementé(e) : dans les conditions réglementaires spécifiques au MINARM.

## ANNEXE II

### GUIDE DES USAGERS

#### RISQUES PYROTECHNIQUES



#### GUIDE À L'ATTENTION DES USAGERS MILITAIRES ET CIVILS DE L'ESPACE D'ENTRAÎNEMENT DU CAMP DU LARZAC



## I. Règles élémentaires

1/ L'accès sur un terrain militaire est interdit sans autorisation.

2/ Autorisation préalable par le PC-Tir du camp est obligatoire avant tout déplacement dans le terrain de manœuvre.

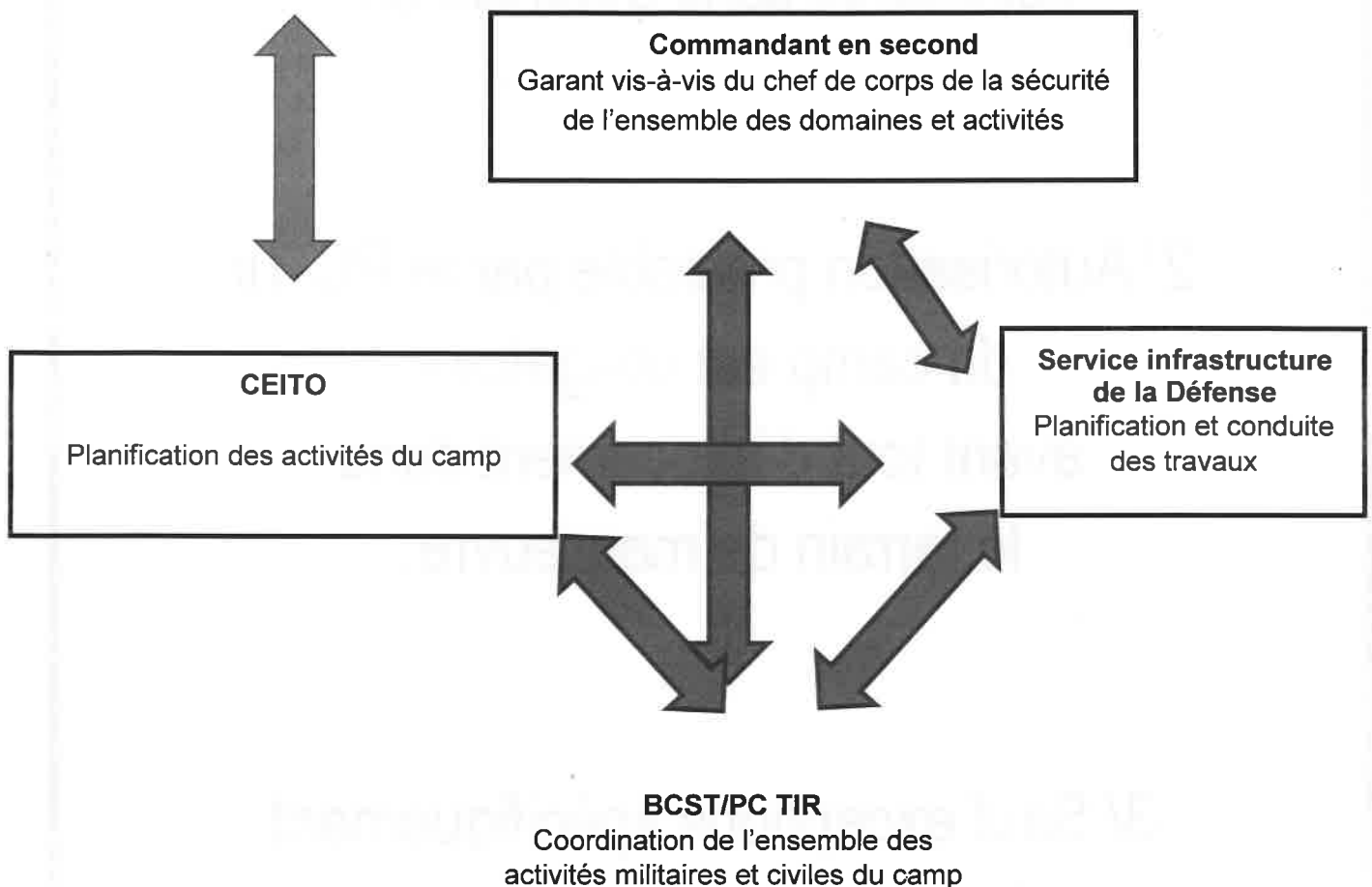
3/ Sauf exceptions spécifiquement communiquées, les zones rouges sont interdites d'accès permanent.

## II. L'organisation des activités sur l'espace d'entrainement

**Chef de corps, commandant le régiment et du camp  
du CEITO**

Responsable de site

Responsable des activités du camp du CEITO



### Le commandant du camp :

Responsable des activités sur le camp, il est l'autorité qui autorise l'accès au camp.

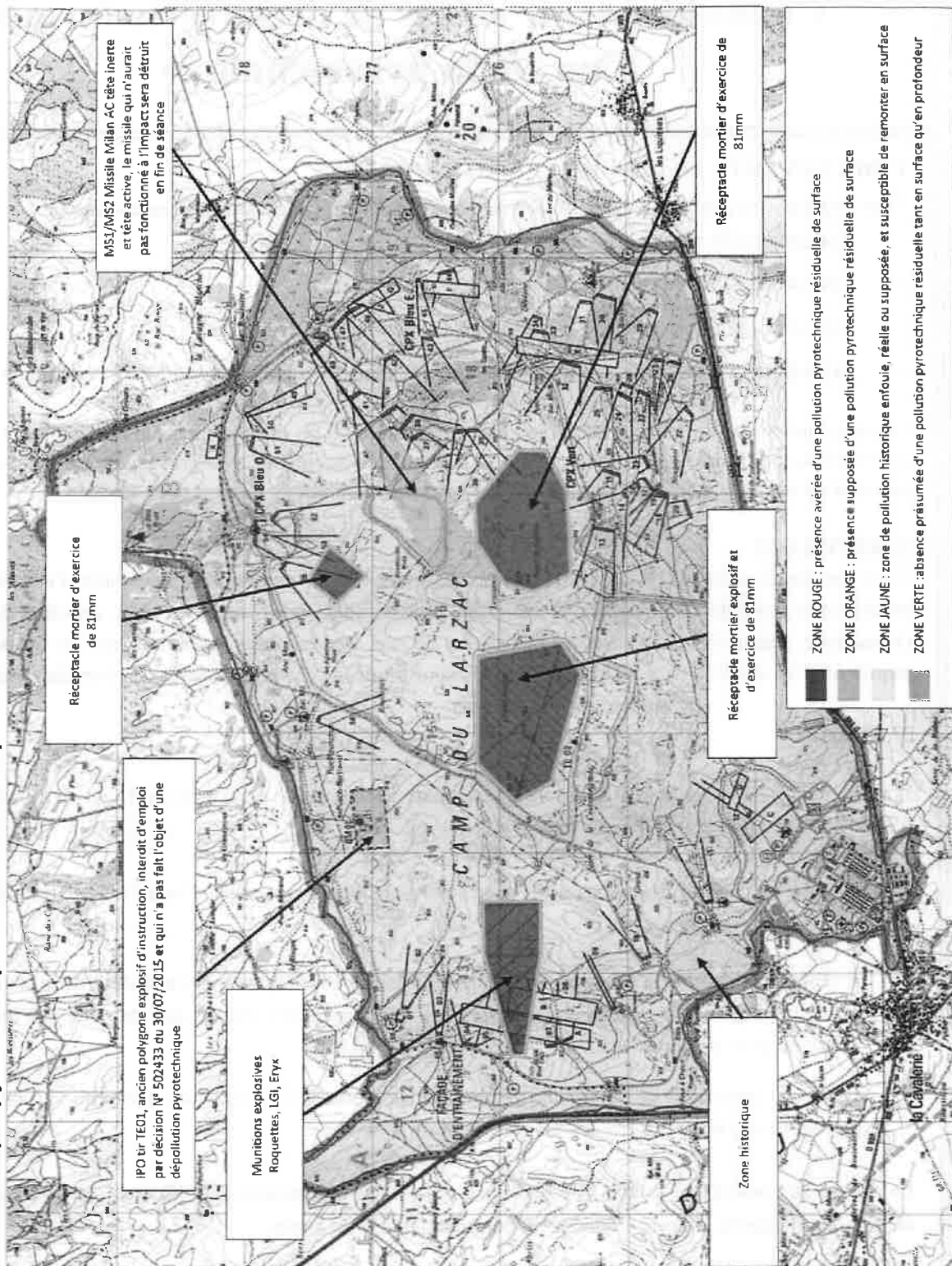
### La cellule du PC Tir :

Subordonnée au chef du CEITO, elle coordonne l'ensemble des activités du camp afin d'éviter toute co-activité militaire ou civile (tir, manœuvre, essai de matériel, entreprises extérieure, organismes publique, associations, chasse,...).

Le PC Tir informe les usagers extérieurs des risques et établit une fiche d'intervention dans lequel le risque pyrotechnique est précisé.

### III. CARTOGRAPHIE DU RISQUE PYROTHECNIQUE RESIDUEL DU CAMP.

#### Cartographie du risque pyrotechnique résiduel du camp du CEITO



# **Conduite à tenir en cas de découverte fortuite d'un engin pyrotechnique**

## **1/ DECOUVERTE DE L'ENGIN PYROTECHNIQUE :**

Tout engin pyrotechnique découvert doit être considéré dangereux dans les cas ci-dessous : -

Tout projectile n'ayant pas éclaté.

- Tout artifice, pétard ou mine n'ayant pas explosé.
- Tout élément quelconque de munition non entièrement désorganisé.
- Tous débris de projectile contenant encore, une matière active ou non identifiée de façon certaine.

Le personnel arrête immédiatement toute activité sur zone, il lui est interdit toute manipulation de l'engin pyrotechnique (ramassage, déplacement) en raison des accidents très graves, et parfois mortels qui peuvent en résulter. Toute infraction à cette disposition fera l'objet de sanctions sévères.

## **2/ REPERAGE**

Tout personnel trouvant un engin dangereux doit aussitôt en repérer l'emplacement d'une façon aussi précise que possible. Il disposera, à cet effet, à proximité (un ou deux mètres), un objet quelconque (branchage, pierre, bout de planche) ou, mieux encore, une baguette fichée en terre et surmontée d'un papier ou d'un chiffon. Si possible, prendre les coordonnées GPS pour localiser l'objet dangereux.

## **3/ ALERTE**

Il alerte le PC Tir du camp (05 65 58 48 04) pendant les heures de travail ou l'officier de permanence (05 65 58 49 07) en dehors des heures de travail.

Le PC tir prend les mesures nécessaires pour interdire l'accès à la zone. Dans l'attente de l'intervention d'un personnel expert (artificier) :

- Il délimite physiquement un périmètre de sécurité de 10 mètres de rayon autour de la munition (à l'aide de piquets et de ruban de balisage par exemple) au sein duquel aucune personne ou aucun engin ne peut pénétrer.
- Il interdit toute activité limitrophe génératrice de vibrations ou de chocs à proximité (une centaine de mètres environ) des limites du périmètre de sécurité.

La reprise de l'activité ne pourra être réalisée qu'après le déplacement ou la destruction de la munition par du personnel expert, et après l'accord du commandement du camp.

**Numéros de téléphone :**

**PC TIR du camp : 05 65 58 48 04**

**Officier de permanence : 05 65 58 49 07**

**Pompiers : 05 65 58 48 18**


**Chef CEITO : 05 65 58 49 10**

**Commandant en second : 05 65 58 49 01**


## FICHE D'INTERVENTION N°

Nom de l'organisme :

RESPONSABLE DU CAMP / ECI	UTILISATEUR EXTERIEUR
<u>Régiment :</u>  <u>Adresse :</u>  <u>Contact PC Tir :</u>	<u>Organisme extérieur :</u>  <u>Adresse :</u> <u>N° téléphone :</u> <u>Email :</u>
NATURE DE L'INTERVENTION	
<u>Lieu de l'intervention :</u> Secteur du camp <u>Nature de l'intervention :</u>  <u>Date et heure d'intervention :</u> <u>Cadre d'intervention :</u> Convention ou intervention ponctuelle	
ZONAGE PYROTECHNIQUE	
<u>Cocher la ou les zones d'interventions :</u> <div style="display: flex; justify-content: space-around; align-items: center;"> <div style="text-align: center;"> <input type="checkbox"/> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">Zone Verte</div> </div> <div style="text-align: center;"> <input type="checkbox"/> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">Zone Jaune</div> </div> <div style="text-align: center;"> <input type="checkbox"/> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">Zone Orange</div> </div> <div style="text-align: center;"> <input type="checkbox"/> <div style="border: 1px solid black; padding: 2px 5px;">Zone Rouge</div> </div> </div>	

ANALYSE DES RISQUES ET MESURES DE PREVENTION A PRENDRE		
Activité à risque	Nature des risques	Mesures de prévention
<b>Risque pyrotechnique</b>  Expositions de personnes à la présence d'objets pyrotechniques (projectile ; missile, munition tirée non désintégrée, intacte ou partiellement détruite).	Explosion  	<p><b>Conduite à tenir en cas de présence d'engin pyrotechnique :</b></p> <p>Principe : tout militaire faisant partie d'un détachement qui aperçoit un engin dangereux en rend compte sans délai à son chef de détachement. Celui-ci fait alors parvenir tous renseignements utiles par la voie hiérarchique, au gestionnaire du camp.</p> <p>En cas de découverte d'engin dangereux ou de suspicion d'engin dangereux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• arrêter immédiatement toute activité sur zone,</li> <li>• interdire toute manipulation de l'engin de guerre,</li> <li>• alerter le coordonnateur de la sécurité du camp (commandant en second (N°TEL) pendant les heures de travail ou l'officier de permanence (N°TEL) en dehors des heures de travail qui :               <ul style="list-style-type: none"> <li>- rend compte immédiatement au PC TIR ;</li> <li>- délimite un périmètre de sécurité de 10 mètres de rayon à partir de l'engin dangereux (à l'aide de piquets et de ruban de balisage par exemple) dans lequel aucune personne ou engin du détachement ne pourra pénétrer ;</li> <li>- interdit toute activité limitrophe génératrice de vibrations ou de chocs à proximité (une centaine de mètres environ) des limites du périmètre de sécurité.</li> </ul> </li> </ul> <p>La reprise de l'activité ne pourra être réalisée qu'après l'accord des autorités du commandant du camp.</p> <p><b>Nota :</b> il est formellement interdit aux militaires qui trouvent un engin dangereux sur un champ de tir, ou dans son voisinage, de chercher à le toucher, soit par contact direct, soit par l'intermédiaire d'un instrument quelconque et, par suite, de chercher soit à le ramasser, soit à le déplacer. Toute infraction à cette disposition fera l'objet de sanctions sévères.</p>



Circulation sur site (manœuvres en cours)	Heurt, Accident, Ecrasement, Chute, Poussières... 	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Application du code de la route.</li> <li>• Respect du plan de circulation et des règles de circulation.</li> <li>• Respect des limitations de vitesse dans le camp __ Km/h.</li> <li>• Maintien des voies de circulation praticables et accessibles (permettre l'arrivée des secours).</li> <li>• Présence dans la zone de manœuvre d'un engin interdite.</li> <li>• Signalisation et délimitation des zones d'intervention.</li> <li>• Respect des consignes générales de sécurité.</li> </ul>
Risque incendie	Feu de forêt, feu de broussailles	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Interdiction de porter du feu.</li> <li>• Interdiction de fumer, de jeter des mégots.</li> </ul> <b>Conduite à tenir :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• donner l'alerte 112 ou le 18</li> <li>• décliner son identité et numéro de téléphone</li> <li>• situer le lieu de l'incendie et suivre les instructions des pompiers</li> </ul>
Co-activité avec une autre entreprise	Interférences	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Respect des zones d'interventions précisées par le PC tir.</li> <li>• Coordination avec les opérations de l'autre organisme ou entreprise.</li> <li>• Nettoyage de la zone et remise en état de sécurité des lieux en fin d'intervention.</li> </ul>

Les protections individuelles sont à la charge des organismes extérieurs et doivent être appropriées aux activités.

- Numéros secours d'urgence : 112 ou 18
- Pompiers du camp :
- Infirmerie du Camp :

#### CONSIGNES PARTICULIÈRES LIÉES À L'ACTIVITÉ DE L'ORGANISME EXTÉRIEUR

L'organisme extérieur doit, avant le début de l'intervention :

- S'identifier au près du PC TIR avant toute intervention sur le site
- Communiquer à l'ensemble des participants à l'activité, les consignes de sécurité contenues dans la fiche d'intervention
- Tenir à disposition la présente fiche sur les lieux de l'intervention
- Disposer d'outils, matériels.... Conforme à la réglementation et en état de fonctionnement.

L'autorité militaire décline toute responsabilité, en tant que dépositaire, en cas de perte, vol ou détérioration de véhicules ou dommages causés par ceux-ci.

*Seul le stationnement dans la zone d'intervention de l'organisme extérieur est autorisé.*

#### ACCORD DES PARTIES

L'organisme extérieur reconnaît avoir reçu les consignes de sécurité du site et en avoir pris connaissance.

Le chef de l'entreprise extérieure ou son représentant désigné s'engage à :

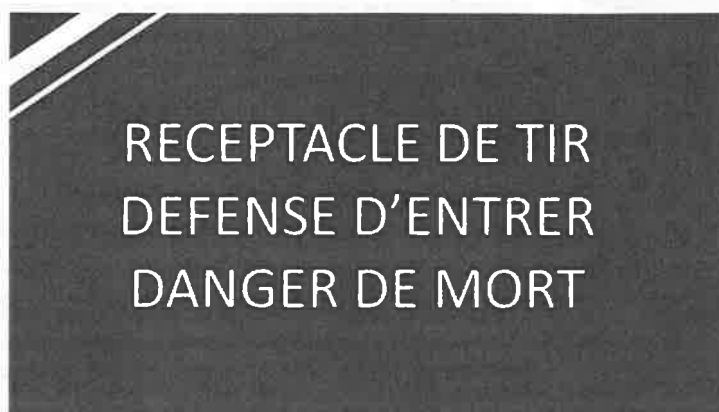
- exécuter les mesures décidées qui le concerne dans cette fiche d'intervention ;
- informer son personnel intervenant sur le site des consignes générales à respecter par les organismes extérieurs et des mesures prises dans cette fiche d'intervention, et dont la non-exécution pourra entraîner l'arrêt de l'intervention ;
- interdire l'introduction d'alcool et de produits stupéfiants sur les lieux d'intervention ;
- faire respecter l'interdiction de fumer dans le camp de manœuvre ;
- ne pas allumer de feux sans autorisation formelle préalable ;
- ne déverser aucun déchet.

Toute modification des risques doit faire l'objet d'une information réciproque et les éventuelles nouvelles mesures pourront être annexées à présente fiche d'intervention

Le commandant du camp ou son représentant	Organisme Extérieur

## ANNEXE IV

### Placardage délimitant les zones



## LISTE DE DIFFUSION

### DESTINATAIRE :

- EMZD MARSEILLE/DIV  
SOUTPREV/PMRE/RTE

### COPIES :

- CDC
- Chef DEE
- CBOI
- Officier incendie
- CPRP
- CPE - TU/TS

### COPIES EXTERIEURES :

- COME2CIA/ETAT-MAJOR/DAPP/BEE  
USID MONTPELLIER

